

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 92 — 873

[S-C — 29179]

20 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'Aide sociale revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne, à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105, modifié par les lois du 9 août 1980 et du 31 décembre 1983;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage n° 4/91 du 21 mars 1991;

Considérant qu'il convient de revoir l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1988 afin d'assurer, dès le 1er janvier 1992, la transition d'avec le régime organisé par la Région wallonne, au moyen du décret du conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles de financement général des communes wallonnes, et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1990; que lors de l'application de ce régime, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1988 n'a pas été abrogé; que d'après l'enseignement de l'arrêt n° 4/91 précité, l'arrêté du 18 novembre 1988 redevient automatiquement applicable à partir du 1er janvier 1992;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 4 novembre 1991,

Arrête :

*Section I. — Généralités*

**Article 1er.** Le présent arrêté concerne la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale, ci-après dénommé le « Fonds », aux centres publics d'aide sociale situés en Région wallonne, à l'exception des centres qui dépendent de la Communauté germanophone.

Pour l'application du présent arrêté on entend par « Ministre » le membre de l'Exécutif qui a l'aide sociale dans ses attributions.

*Section II. — Critères de répartition*

**Art. 2.** 27 % du Fonds sont répartis par parts égales entre les centres publics d'aide sociale de Charleroi et de Liège.

**Art. 3.** 73 % du Fonds sont répartis entre les autres centres publics d'aide sociale suivant les modalités des articles 4 à 17.

**Art. 4.** Il est attribué aux centres publics d'aide sociale visés à l'article 3, une allocation forfaitaire de 500 000 francs, lorsque le centre affecte un travailleur social à la mission de coordination prévue à l'article 62 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Ce forfait est majoré d'un montant de 100 000 francs par centre public d'aide sociale qui s'associe par convention au centre public d'aide sociale visé à l'alinéa précédent. Dans cette éventualité, la convention détermine les parts de l'allocation revenant à chacun des centres concernés.

Lorsque la mission de coordination est assurée par un travailleur social à temps partiel, les montants sont réduits à due concurrence, les prestations étant comptées en dixièmes.

**Art. 5.** Après attribution des allocations visées à l'article 4, le solde de la dotation mentionnée à l'article 3 est réparti de la manière suivante :

1° 25 % au prorata des subventions obtenues par le centre public d'aide sociale pour l'octroi du droit à un minimum de moyens d'existence;

2° 10 % au prorata du nombre de lits agréés de maisons de repos pour personnes âgées et/ou de maisons de repos et de soins, gérées par le centre public d'aide sociale ainsi qu'au prorata des parts prises par le centre public d'aide sociale dans les intercommunales et/ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale gérant ce type d'établissements;

3° 8 % au prorata du nombre de lits agréés d'établissements ayant pour objet l'hébergement d'enfants mineurs, gérés par le centre public d'aide sociale;

4° 8 % au prorata du nombre de repas servis à domicile, soit par un service du centre public d'aide sociale, soit par un service privé ou public avec lequel le centre public d'aide sociale a passé une convention écrite;

5° 5 % au prorata des charges nettes supportées par le centre public d'aide sociale dans le cadre de services de soins à domicile organisés par le centre public d'aide sociale ou prestés sous convention écrite avec ce dernier;

6° 12 % au prorata du nombre d'heures prestées par des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées sous convention écrite avec le centre public d'aide sociale ou organisés par ce dernier;

7° 1 % au prorata des charges nettes supportées par le centre public d'aide sociale pour l'hébergement de personnes âgées dans des maisons de repos et/ou des maisons de repos et de soins à but non lucratif, agréées, dont le centre public d'aide sociale n'assure pas la gestion en propre ou en participation;

8° 25 % au prorata du nombre de travailleurs sociaux que le centre public d'aide sociale occupe en cette qualité;

9° 6 % au prorata des frais justifiés supportés par le centre public d'aide sociale et directement liés au placement d'un usager dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle.

**Art. 6.** 1° Les critères définis à l'article 5 sont, avant répartition, multipliés par le coefficient fiscal et le facteur correcteur visés aux articles 15 et 17 du décret du conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes.

2° Pour l'application du 1°, sont pris en considération :

a) le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques communiqué par le Ministère des Finances pour l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition;

b) le montant des redevances et impôts communaux autres que la taxe visée au a) et portés en droits constatés, propres à l'exercice, au service ordinaire des comptes communaux de la pénultième année qui précède celle de la répartition;

c) le revenu cadastral imposable résultant des renseignements communiqués par l'administration centrale du Cadastre du Ministère des Finances et se rapportant à l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition.

3° Le critère visé à l'article 5, 2°, multiplié comme indiqué au 1°, est en outre affecté d'un coefficient établi par arrondissement administratif, sans que les données relatives aux communes de Charleroi et de Liège soient prises en compte.

Ce coefficient s'établit comme suit :

— la population âgée de plus de 65 ans, selon le dernier recensement général de la population est divisée par la population totale de l'arrondissement; il est opéré de même pour la population de la région wallonne;

— est ensuite établie la différence entre d'une part le résultat obtenu par arrondissement et d'autre part le résultat obtenu pour la région wallonne.

— la différence, positive ou négative, est ajoutée avec son signe à l'unité pour former le coefficient visé à l'alinéa précédent.

Art. 7. A défaut pour l'Exécutif régional wallon de transmettre les données nécessaires à l'application de l'article 6, le Ministre peut appliquer un autre mode de calcul destiné à affecter les données visées à l'article 5 par un coefficient établissant une relation de proportionnalité, par centre public d'aide sociale, avec le taux de la fiscalité communale.

Art. 8. Les forfaits visés à l'article 4 du présent arrêté sont attribués aux conditions fixées par le Ministre.

Art. 9. Les subventions de minimex visées au 1° de l'article 5 sont celles qui résultent de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Les données prises en considération sont celles résultant des comptes.

Art. 10. Le nombre de lits visé aux 2° et 3° de l'article 5 est celui arrêté au 31 décembre de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Pour l'application du présent arrêté, sont assimilés aux lits agréés les lits exploités sous régime d'agrément provisoire ou d'autorisation de fonctionnement provisoire.

Art. 11. Le nombre de repas à domicile visé au 4° de l'article 5 est le nombre de repas servis au cours de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 12. Les charges nettes visées au 5° de l'article 5 résultent, soit des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition dans l'hypothèse de services de soins à domicile organisés par le centre public d'aide sociale, soit de la convention écrite signée par ce dernier dans l'hypothèse de soins à domicile assurés par un service privé ou public sous convention.

Art. 13. Le nombre d'heures visées au 6° de l'article 5 est le nombre d'heures prestées par les aides familiales et les aides seniors auprès des bénéficiaires au cours de la pénultième année précédant l'exercice de répartition et qui ont fait l'objet d'une intervention financière du centre public d'aide sociale.

Art. 14. Les charges nettes visées au 7° de l'article 5 résultent des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 15. Les travailleurs sociaux visés au 8° de l'article 5 sont ceux occupés au 31 décembre de la pénultième année précédant l'exercice de répartition à l'exclusion des personnes sous statut précaire (CMT, CST, FCT, stagiaires ONEM, contractuels subventionnés et autres). Pour les travailleurs sociaux à temps partiel, les prestations sont comptées en dixièmes.

Art. 16. Pour le placement dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle visé au 9° de l'article 5 du présent arrêté, seront seuls pris en compte les frais pris en charge par les CPAS en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1977 organique des centres publics d'aide sociale tels qu'ils résultent des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 17. Pour l'application des dispositions qui précèdent, les comptes auxquels il est fait référence sont les comptes de fin d'exercice approuvés par le conseil communal, ou, à défaut les comptes arrêtés par le conseil de l'aide sociale et transmis aux autorités de tutelle conformément à l'article 89 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale.

Art. 18. Les informations nécessaires à l'application du présent arrêté doivent être fournies par les centres publics d'aide sociale dans les deux mois de la demande qui leur en est faite.

A leur défaut, le Fonds est réparti sur la base des seules informations en possession du Ministre.

#### Section III. — Liquidation

Art. 19. Les modalités de liquidation du Fonds sont fixées par le Ministre.

Ces modalités peuvent prévoir le paiement d'avances aux centres publics d'aide sociale.

Art. 20. 1° S'il est constaté, après répartition, qu'une erreur a été commise au détriment d'un centre public d'aide sociale, la somme dont celui-ci a été privé lui est allouée à l'occasion de la répartition correspondante afférant à l'année ultérieure.

La restitution n'a pas lieu si le centre a transmis des informations erronées.

2° En cas d'erreur au profit d'un centre public d'aide social, un arrêté de l'Exécutif constate le montant excédentaire; cet arrêté est notifié au centre et entraîne la suspension du paiement des avances pour l'exercice suivant. Le montant est récupéré en priorité sur la part théorique du Fonds revenant l'année suivante au centre, telle que calculée en vertu des articles précédents, sans préjudice du droit de la Communauté française de récupérer l'indu conformément à la législation relative au recouvrement des sommes payées indûment.

#### Section IV. — Dispositions finales

Art. 21. L'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1988 fixant les critères objectifs de répartition de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne, à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone, est abrogé.

\* Art. 22. Le Ministre ayant l'aide sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Bruxelles, le 26 novembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 92 — 873

[S-C — 29179]

**26 NOVEMBER 1991.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105 gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 31 december 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het door het Arbitragehof gewezen arrest nr. 4/91 van 21 maart 1991;

Overwegende dat het besluit van de Executieve van 18 november 1988 dient te worden herzien om vanaf 1 januari 1992 de overgang mogelijk te maken tot een stelsel georganiseerd door het Waalse Gewest door middel van het decreet van het Waalse Gewest van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten, en van het besluit van de Executieve van het Waalse Gewest van 30 april 1990; dat toen dit stelsel van toepassing werd, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1988 niet werd opgeheven; dat voornoemd arrest nr. 4/91 ons leert dat het besluit van 18 november 1988 automatisch opnieuw van toepassing wordt vanaf 1 januari 1992;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Gezondheid;

Gelet op de door haar na de beraadslaging van 4 november 1991 genomen beslissing;

Besluit:

*Afdeling I. — Algemeen*

**Artikel 1.** Dit besluit betreft de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn, hierna « het Fonds » genoemd, over de verschillende openbare centra voor maatschappelijk welzijn gelegen in het Waalse Gewest, met uitzondering van de centra die onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteren.

Voor de toepassing van dit besluit, wordt onder « Minister » verstaan, het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort.

*Afdeling II. — Verdelingscriteria*

**Art. 2.** 27 % van het Fonds wordt op gelijke wijze verdeeld over de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van Charleroi en Luik.

**Art. 3.** 73 % van het Fonds wordt verdeeld over de overige openbare centra voor maatschappelijk welzijn overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 4 tot 17.

**Art. 4.** Aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedoeld in artikel 3 wordt een forfaitaire toelage van 500 000 frank toegekend, indien het centrum een maatschappelijk werker aanwijst voor de coördinatieopdracht bepaald in artikel 62 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Dit forfaitaire bedrag wordt vermeerderd met een bedrag van 100 000 frank per openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat een overeenkomst tot vereniging aangaat met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bedoeld in het vorig lid. In dit geval bepaalt de overeenkomst het deel van de toelage dat ieder centrum toekomt.

Wordt de coördinatieopdracht waargenomen door een maatschappelijk werker met deeltijdse dagtaak, dan worden de bedragen verminderd tot het passende beloop en worden de verstrekkingen in tienden berekend.

**Art. 5.** Na toekenning van de in artikel 4 bedoelde toelagen wordt het saldo van de in artikel 3 vermelde dotatie verdeeld als volgt:

1° 25 % naar rata van de toelagen bekomen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor het toekennen van het recht tot het bestaansminimum;

2° 10 % naar rata van het aantal erkende bedden van rusthuizen voor bejaarden en/of rust- en verzorgingshuizen, beheerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, alsook naar rata van de inbreng van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de intercommunale verenigingen en/of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die dit soort van instellingen beheren;

3° 8 % naar rata van het aantal erkende bedden van instellingen die als doel hebben huisvesting te bezorgen aan minderjarige kinderen en die door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden beheerd;

4° 8 % naar rata van het aantal maaltijden die aan huis worden bezorgd, ofwel door een dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, ofwel door een privé- of openbare dienst waarmee het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst gesloten heeft;

5° 5 % naar rata van de nettolasten gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in het kader van verzorgingsdiensten aan huis georganiseerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of gepresteerd krachtens een schriftelijke overeenkomst met dit laatste;

6° 12 % naar rata van het aantal uren gepresteerd door erkende diensten voor hulpverlening aan gezinnen en bejaarden die een schriftelijke overeenkomst met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hebben gesloten of door dit laatste worden georganiseerd;

7° 1 % naar rata van de nettolasten gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor de huisvesting van bejaarden in erkende rusthuizen en/of rust- en verzorgingshuizen zonder winst oogmerk, waarvan het beheer niet door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn op zijn eigen of in participatie wordt waargenomen;

8° 25 % naar rata van het aantal maatschappelijk werkers die in deze hoedanigheid voor het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn werken;

9° 6 % naar rata van de verantwoorde kosten die worden gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en die direct verband houden met de plaatsing van een gebruiker in een stelsel voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces.

**Art. 6.** 1° De in artikel 5 bepaalde criteria worden, voor verdeling, vermenigvuldigd met de fiscale coëfficiënt en de correctiefactor bedoeld in de artikelen 15 en 17 van het decreet van het Waalse Gewest van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten.

2° Voor de toepassing van 1° worden in aanmerking genomen :

a) de opbrengst van de gemeentebelasting, toegevoegd aan de personenbelasting, medegedeeld door het Ministerie van Financiën voor het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan dat van de verdeling;

b) het bedrag van andere gemeentelijke heffingen en belastingen dan de in a) bedoelde taks, die als vastgestelde rechten, eigen aan het dienstjaar, worden geboekt op de gewone dienst der gemeentelijke rekeningen van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan dat van de verdeling;

c) het belastbaar kadastraal inkomen voortvloeiend uit de inlichtingen medegedeeld door het hoofdbestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën en dat betrekking heeft op het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan dat van de verdeling.

3° Het criterium bedoeld in artikel 5, 2°, vermenigvuldigd zoals bepaald in 1°, is daarenboven onderhevig aan een coëfficiënt die per administratief arrondissement wordt bepaald, zonder dat de gegevens betreffende de gemeenten Charleroi en Luik in rekening worden gebracht.

Deze coëfficiënt wordt bepaald als volgt :

— de bevolking van meer dan 65 jaar volgens de laatste algemene volkstelling wordt gedeeld door de totale bevolking van het arrondissement; er wordt ook zo te werk gegaan voor de bevolking van het Waalse Gewest;

— daarna wordt het verschil bepaald tussen, enerzijds, het bekomen resultaat per arrondissement en, anderzijds, het bekomen resultaat voor het Waalse Gewest;

— het positieve of negatieve verschil wordt met zijn teken toegevoegd aan de eenheid om de in vorig lid bedoelde coëfficiënt te vormen.

**Art. 7.** Zo de Waalse Gewestexecutieve de gegevens noodzakelijk voor de toepassing van artikel 6 niet overmaakt, kan de Minister een andere berekeningsmethode toepassen met als doel de gegevens bedoeld in artikel 5 te onderwerpen aan een coëfficiënt die een evenredigheidsverband legt, per openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met de gemeentelijke fiscaliteit.

**Art. 8.** De forfaitaire bedragen bedoeld in artikel 4 van dit besluit worden toegekend volgens de door de Minister vastgestelde bepalingen.

**Art. 9.** De minimex-toelagen waarvan sprake in artikel 5, 1°, zijn deze die voortkomen uit het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.

De in aanmerking genomen gegevens zijn deze die uit de rekeningen voortkomen.

**Art. 10.** Het aantal bedden bedoeld in artikel 5, 2° en 3°, is het aantal dat vastgesteld wordt op 31 december van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.

Voor de toepassing van dit besluit, worden gelijkgesteld met erkende bedden, de bedden die worden uitgebaat onder het stelsel van voorlopige erkenning of van vergunning tot voorlopige werking.

**Art. 11.** Het aantal aan huis bezorgde maaltijden bedoeld in artikel 5, 4°, is het aantal maaltijden opgediend in de loop van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.

**Art. 12.** De nettolasten bedoeld in artikel 5, 5°, komen voort ofwel uit de rekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, in geval van verzorgingsdiensten aan huis die door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden georganiseerd, ofwel uit de schriftelijke overeenkomst die door het centrum wordt ondertekend in geval van thuisverzorging die door een privé- of openbare dienst in het kader van een overeenkomst wordt gegeven.

**Art. 13.** Het aantal uren bedoeld in artikel 5, 6°, is het aantal uren gepresteerd door de gezinshelpsters en bejaardenhelpsters bij de begunstigen tijdens het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, waarvoor het centrum een financiële tegemoetkoming heeft verleend.

**Art. 14.** De nettolasten bedoeld in artikel 5, 7°, komen voort uit de rekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

**Art. 15.** De maatschappelijke werkers bedoeld in artikel 5, 8°, zijn zij die op 31 december van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, tewerkgesteld zijn, met uitsluiting van de personen met precaire statuten (TWW-ers, BTK-ers, DAC-ers, RVA-stagiairs, gesubsidieerde contractuelen en anderen). Wat de deeltijdse maatschappelijke werkers betreft, worden de prestaties in tienden berekend.

**Art. 16.** Voor de plaatsing in een stelsel voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces bedoeld in artikel 5, 9°, van dit besluit, komen enkel in aanmerking de kosten gedragen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1978 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals die voortkomen uit de rekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 17. Voor de toepassing van de voorgaande bepalingen, zijn de rekeningen waarnaar verwezen wordt de rekeningen van het einde van het jaar, goedgekeurd door de Gemeenteraad, of, bij gebrek eraan, de rekeningen zoals vastgesteld door de Raad voor maatschappelijk welzijn en overgezonden naar de toezichhoudende overheden overeenkomstig de bepalingen van artikel 89 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 18. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn ertoe gehouden de nodige inlichtingen met het oog op de toepassing van dit besluit over te maken binnen de twee maanden die op de aanvraag volgen.

Wordt het niet gedaan, dan kan de Minister het Fonds verdelen op basis van de inlichtingen waarover hij beschikt.

#### Afdeling III. — Uitbetaling

Art. 19. De uitbetalingsmodaliteiten van het Fonds worden door de Minister bepaald.

In deze modaliteiten kan voorzien worden in de betaling van voorschotten aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 20. 1° Wanneer na verdeling wordt vastgesteld dat een vergissing werd gemaakt ten nadele van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wordt het bedrag dat het moest ontberen, aan het centrum toegekend ter gelegenheid van de overeenstemmende verdeling met betrekking tot het volgend jaar.

Deze terugbetaling vindt niet plaats als het centrum verkeerde gegevens heeft overgezonden.

2° Bij vergissing in het voordeel van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt het onrechtmatig uitgekeerd bedrag vastgesteld door een besluit van de Executieve; dat besluit wordt ter kennis gebracht van het centrum en heeft tot gevolg dat de uitbetaling van voorschotten voor het volgende dienstjaar wordt geschorst. Het bedrag wordt prioritair teruggevorderd op het theoretisch deel van het Fonds dat voor het volgend jaar aan het centrum toekomt, zoals het berekend wordt krachtens de vorige artikelen, onverminderd het recht van de Franse Gemeenschap tot terugvordering van het niet verschuldigd bedrag, overeenkomstig de wetgeving betreffende de terugvordering van de ten onrechte uitbetaalde sommen.

#### Afdeling IV. — Slotbepalingen

Art. 21. Het besluit van de Executieve van 18 november 1988 tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het deel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 22. De Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Brussel, 26 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,  
F. GUILLAUME

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 874

[S-C — 29169]

#### 30 DÉCEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'organisation de la formation complémentaire des membres des personnels de l'enseignement spécial

L'Exécutif de la Communauté française

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, modifiée pour la dernière fois par le décret du 19 juillet 1991;

Vu le décret du 24 décembre 1990 relatif à l'organisation de la formation continuée et complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, notamment les articles 4, 5, 6, 7 et 8;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 69 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1971 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils supérieurs de l'Enseignement spécial institués au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise et au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française;

Vu l'arrêté royal du 24 novembre 1972 relatif à l'organisation du conseil de perfectionnement de l'Enseignement spécial de l'Etat institué au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'Enseignement spécial;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 décembre 1991;

Vu le protocole du 25 novembre 1991 contenant les conclusions des négociations menées au sein du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, sous-section « Communauté française », siégeant conjointement;